

Début janvier, une réunion passionnante s'est tenue sous les auspices des Amis du Monde Diplomatique. Son déroulement m'a paru extrêmement révélateur du processus de réflexion où sont engagés une série de militants syndicalistes. Alain Gresh et Serge Halimi avaient invité Stéphane Beaud et Michel Pialoux pour qu'ils présentent leur livre, *Retour sur la condition ouvrière* (Fayard, 1999). Ce livre porte sur les changements que les ouvriers du groupe Peugeot à Sochaux et des usines avoisinantes, mais aussi leurs enfants, ont vécus (ou plus exactement subi) depuis quinze ans dans leurs conditions de travail et de recrutement, mais aussi plus fondamentalement dans leur existence comme classe. La réunion s'est tenue dans le 7^e arrondissement, mais c'est un public fait majoritairement de salariés-travailleurs qui y a assisté. Et ce sont des syndicalistes oppositionnels de la CGT ou de la CFDT et des militants de syndicats «minoritaires» (Sud) qui se sont emparés du micro dès les exposés liminaires terminés. Venant du secteur des banques, d'entreprises publiques comme la Poste ou la SNCF, soumises à une libéralisation préparatoire aux privatisations que le gouvernement programme, ou encore de groupes du secteur privé très «en pointe» (ceux de l'eau et de l'énergie), ils sont venus remercier Beaud et Pialoux d'avoir analysé avec tant de sensibilité et de sympathie l'agression vécue par les ouvriers de Peugeot, avant de dire à quel point ils reconnaissent des traits de leur propre situation dans celle décrite pour l'automobile à Montbéliard. Ils ont également tous exprimé leur besoin de trouver des lieux de discussion «libres» (au sens de pouvoir y dire ce qu'ils ressentent sans que leurs propos soient sur-interprétés ou sanctionnés) et leur espoir de pouvoir débattre plus souvent avec des chercheurs connaissant leurs problèmes et prêts à dialoguer avec eux.

Enquête sur les ouvriers de Peugeot à Sochaux

D'autres publics de salariés ont également bien accueilli les présentations faites par les auteurs. C'est donc plutôt vers les militants politiques que je me tourne ici. La sociologie universitaire n'a jamais eu (et n'a, je crois, toujours pas) très bonne presse auprès des grands ap-

pareils syndicaux, pas plus que dans les petites organisations politiques, «ouvrières» par leur programme, mais non par leurs liens effectifs avec la classe ouvrière. Il y a eu à cela des raisons tenant à des interrogations légitimes sur les buts des recherches, la nature de la relation entre le sociologue chercheur et son «sujet d'enquête» et sur les méthodes de recherche. On y reviendra, car l'un des mérites du livre de Beaud et de Pialoux est de s'expliquer abondamment sur ces points. Mais la méfiance, sinon l'hostilité à l'égard des sociologues dans les organisations ouvrières a eu d'autres raisons moins avouables. Pour les grands appareils syndicaux et politiques, PCF et CGT en tête, la classe ouvrière a été pendant cinquante une sorte de «chasse gardée». Dans le cas des groupes politiques petits ou même très petits, c'est la préservation d'un monopole qui est en jeu. Être les seuls autorisés à dire ce que «pensent les ouvriers» et comment ils se déterminent, pour en tirer les éléments de l'orientation (la «ligne») a longtemps été (et reste sans doute encore parfois) l'un des éléments sur lesquels les dirigeants de certains groupes construisaient leur autorité politique. Monopole mesquin, défendu d'autant plus âprement que les liens du groupe, avec les salariés en général et les ouvriers d'usine en particulier, étaient faibles. Puisqu'il s'agissait d'un travail du compagnon de Marx, les militants pouvaient lire l'enquête d'Engels sur La situation de la classe laborieuse en Angleterre, en tous points voisine d'une recherche de sociologie, mais ils étaient priés de s'en tenir là.

LA MÉTHODE DE RECHERCHE ET

L'IMPLICATION DU CHERCHEUR

La méthode de recherche du livre de Stéphane Beaud et de Michel Pialoux est celle de l'entretien individuel mené de façon suivie sur une période longue (quatre ans au minimum) et souvent même très longue (dans certains cas plus de quinze ans), avec des ouvriers de Peugeot, rencontrés dans différentes dimensions de leur vie et de leur activité. Celle de leur activité de militant (le local syndical, les réunions du comité de grève pendant le conflit de 1989) ou de «citoyen» (le stade ou les fêtes de la FCPC de l'école ou du collège des enfants) et celle de leur vie familiale. C'est la méthode qui a déjà fait le très grand intérêt du livre collectif dirigé par Pierre Bourdieu, *La misère du monde*, publié en 1993, auquel Pialoux et Beaud ont fait une contribution importante (cinq chapitres individuels et un chapitre en collaboration déjà). Ces entretiens, qui se sont étendus plus tard aux enfants de certaines des familles (et par leur intermédiaire à d'autres élèves de familles ouvrières), ont été obtenus grâce à des liens de grande confiance établis avec de nombreux ouvriers de Peugeot., le point de départ étant l'amitié tissée entre Michel Pialoux et Christian Collonge, OS et militant CGT à «l'Usine».

Le propre de cette méthode est de conduire le chercheur à être progressivement personnellement «impliqué» dans les entretiens avec des gens qu'il apprend à bien connaître, mais aussi avec «la vie du groupe ouvrier» comme telle (note de la page 437). La recherche ne porte pas sur une somme d'individus isolés, atomisés, mais sur leurs relations avec le patronat et ses représentants, entre eux, avec leurs organisa-

tions syndicales et politiques, entre eux-mêmes et leurs enfants. C'est de bon droit que les auteurs peuvent revendiquer le fait d'avoir mené une étude sur l'évolution et le devenir «d'un "groupe social", le groupe ouvrier (de Sochaux-Monbéliard), de la déconstruction-reconstruction des identités collectives et individuelles des membres du groupe» (page 437)). Dans la présentation orale de janvier, Stéphane Beaud précisera qu'ici le terme groupe est utilisé simplement pour dire que ce n'est pas sur la classe ouvrière dans son ensemble que le travail a porté, mais seulement sur l'un de ses segments, celui des ouvriers de Peugeot. Mais de préciser que, dans cette limite, c'est bien sur la classe ouvrière que le travail porte, dans l'articulation qui est décisive pour elle de «classe en soi et de classe pour soi». Nous y reviendrons un peu plus loin.

Bien qu'il s'agisse d'entretiens où il y a «implication», on ne sent à aucun moment une confusion entre la position professionnelle et sociale des chercheurs et celle occupée par les gens dont ils notent les témoignages. C'est toujours à des «profs de fac» venant de Paris que les ouvriers et les techniciens, les militants syndicaux et les élèves de lycée et étudiants, savent qu'ils livrent leurs informations et leurs points de vue au cours des entretiens. Ce livre est donc bien un travail «scientifique», mené selon l'une des méthodes éprouvées de la sociologie (et, je crois, la plus authentique et légitime). Les auteurs sont parfaitement clairs sur le lieu «d'où ils écoutent et écrivent». Mais le travail n'est pas «neutre» et il ne prétend l'être à aucun moment. Lorsque Michel Pialoux dit qu'en tant que chercheur, et à mesure des entretiens, il s'est «impliqué», il faut prendre ce terme au

sens fort. L'engagement politique du livre est on ne peut plus clair. Les deux auteurs écrivent ainsi que la recherche a été menée avec l'intention explicite de contrecarrer «le processus de réhabilitation de l'entreprise à l'œuvre depuis le début des années 1980, qui a étroitement coïncidé avec les "adieux au prolétariat" de nombreux intellectuels "marxistes", qui a fait apparaître les ouvriers comme des obstacles à la modernisation de l'industrie, comme les héritiers d'un passé révolu, menant nécessairement des combats d'arrière garde» (pages 15-16).

L'engagement de ce livre n'est ni sentimental, ni «humaniste». Il comporte des prises de position sur des questions où la confusion est grande chez les universitaires et dans des institutions comme la Maison des Sciences de l'Homme. C'est ainsi, par exemple, que dans les dernières pages, forts de tout ce que les entretiens leur ont apporté, les auteurs montrent ce qu'a signifié l'application de la loi des 35 heures chez Peugeot. Ils fustigent la méconnaissance des problèmes ouvriers (une méconnaissance parfois tout à fait intéressée, parce que liée à des stratégies de carrière) que comporte l'appui de tant «d'intellectuels de gauche» à la réforme Aubry. «Tout se passe comme si les ouvriers devaient a priori être convaincus de l'intérêt qu'il y a à partager leur travail en voyant leurs salaires encore baisser, comme s'ils devaient se résigner à voir leurs conditions de travail se dégrader encore sous l'impact de l'application de la loi des 35 heures. Chez Peugeot, l'accord de 1999 prévoit l'intégration dans le temps de travail effectif des temps de pause (25 minutes par jour), le travail du samedi non payé en heures supplémentaires, etc. La plupart des ouvriers de l'usine le vi-

vent comme une régression et les militants CGT comme une façon déguisée de revenir sur les acquis obtenus par les luttes passées (les grèves de 1961 et de 1964 notamment). Les ouvriers devraient ainsi se résigner à considérer comme accessoire la question matérielle, renoncer à obtenir l'amélioration de leur revenu. Ils semblent ainsi, au nom du partage du travail, être condamnés à être maintenus juste sous au-dessus de la ligne de flottaison, sous la menace permanente de tomber du côté des nouveaux working poor et des RMIstes.» (p. 423)

FACTEURS CONSTITUTIFS D'UNE «RUPTURE DANS L'HISTOIRE DES RAPPORTS DE CLASSE»

L'engagement de Pialoux et de Beaud est d'autant plus notable qu'il se fait aux côtés d'un segment de la classe ouvrière dont les auteurs nous disent qu'il a vécu, à ses dépens, au cours des quinze dernières années, «une rupture importante dans l'histoire des rapports de classe». Pendant cette période, «les digues construites au fil du temps par le mouvement ouvrier pour s'opposer à l'exploitation, doter le groupe d'une conscience de classe et mieux résister à la domination symbolique (cf. idéologique et politique) ont très largement cédé» avec le résultat que «la morgue, l'arrogance et les diverses formes de mépris des "dominants" se sont libérées et s'étaient parfois sans complexe» (page 16). C'est là le résultat conjoint de facteurs objectifs et «subjectifs». Pour les ouvriers de Peugeot et ceux des firmes sous-traitantes de «l'usine», la rupture dans les rapports de force avec l'adversaire de classe

s'est manifestée d'abord dans l'aggravation des conditions quotidiennes de travail. L'ensemble des mécanismes économiques et sociaux résultant de l'introduction et de l'adaptation par les groupes industriels français des méthodes dites «toyotistes», ont eu cet effet. Ces mécanismes ont été analysés avant la parution de ce livre, grâce à d'autres travaux, mais ils sont étudiés ici avec minutie pour Sochaux-Montbéliard. Le livre nous présente les étapes de la réorganisation du procès de travail dans un contexte fait à la fois de changements techniques radicaux, mais aussi de libéralisation, de déréglementation et de mondialisation du capital et donc de montée du chômage. On suit à travers des entretiens ce que signifie au quotidien «la mondialisation heureuse» célébrée par Alain Minc et Eric Izraelewicz, pour des ouvriers que les porte-parole de l'industrie et de la finance s'emploient à présenter comme des «privilegiés» parce qu'ils ont longtemps joui de contrats de travail plus ou moins stables. La mondialisation a été synonyme pour eux d'une intensification qualitative des rythmes de travail, des tensions et du stress dans les usines ; de la précarisation rampante de l'emploi ; des baisses des salaires que les OS et bien sûr les «smicards» dans les PME sous-traitantes ont subies en relation aux salaires et rémunérations des autres catégories.

Mais la rupture dans l'histoire de la classe ouvrière de Sochaux-Montbéliard, s'est faite aussi, de façon parallèle, par l'affaiblissement très marqué, sinon par l'interruption des mécanismes sociaux antérieurs de transmission d'une génération à l'autre des idées et de la vision du monde qui étaient celles du «groupe ouvrier». Cette rupture-là a été beau-

coup moins étudiée et elle est aussi moins connue parce que maintenue sous silence, refoulée. Elle est analysée très soigneusement dans ce livre sous deux formes. La première est celle de l'arrivée dans l'usine d'une nouvelle génération de jeunes ouvriers «importés» par la direction de Peugeot au moment où elle a commencé à mettre en place les nouvelles formes d'organisation du travail correspondant à l'arrivée massive de l'électronique. La seconde est celle qui s'est produite au sein de beaucoup de familles ouvrières. C'est ici que se trouve l'une des grandes originalités du livre, qui est d'étudier le devenir des enfants des ouvriers de Sochaux et de mesurer le degré de rupture entre pères et fils. Celle-ci n'est pas imputable simplement au chômage et au changement technique. Elle a été aussi la conséquence (le résultat délibéré ?) des politiques scolaires de démantèlement de l'enseignement professionnel, du bac pour 80 % des élèves, etc., dont les gouvernements à direction socialiste et à direction RPR pratiquant «l'alternance», ont été les agents conscients depuis plus de vingt ans.

Aux côtés de mécanismes tenant soit au fonctionnement même du capitalisme dès que tous les freins à la concurrence sont levés, soit à la mise en œuvre de stratégies patronales et gouvernementales visant à modifier de façon délibérée les rapports de classe aux dépens des ouvriers, il y a eu enfin un troisième facteur, dont le rôle ne peut pas être sous-estimé. Ce facteur a été «subjectif», très exactement politique. Beaud et Pialoux nous font comprendre à quel point la résistance du «groupe ouvrier» des usines Peugeot face à «son» patronat, comme plus largement à la pression accrue

de la société capitaliste, a été affaiblie, minée, sapée, par l'effondrement de l'URSS et la prise de conscience de l'ampleur du désastre du stalinisme. Dans le cas précis des militants ouvriers de Peugeot, la chute de l'URSS paraît avoir signifié la disparition de la seule forme qu'ils connaissaient «d'espoir politique d'un changement radical des rapports sociaux sur la base d'un modèle de type socialiste» (page 364). Ce n'est peut-être pas un simple hasard que la dernière grande grève à Sochaux se soit déroulée en septembre-octobre 1989. Au cours de leurs entretiens, les auteurs ont perçu le poids de «la crise des croyances, la perte de confiance dans les anciens modèles de résistance, l'évanouissement brutal de l'espoir communiste» qui ont suivi la chute du Mur de Berlin et les événements qui l'ont suivie, la difficulté que de nombreux militants ont eu de continuer à mener comme avant la lutte dans l'usine.

UNE PARENTHÈSE SUR LA PLACE DE L'URSS DANS LA CONSCIENCE POLITIQUE OUVRIÈRE

Ouvrons une parenthèse, dont nous espérons que Michel Pialoux et Stéphane Beaud comprendront l'importance pour les lecteurs de cette revue. Souligner cette démolition à la suite des deux auteurs, sinon ce désarroi politique, revient à mettre pleinement en valeur le fait que puisque les événements de 1989-91 n'ont pas débouché sur une révolution politique et sociale d'où la classe ouvrière de l'URSS et des pays de l'Est serait sortie vainqueur, et qu'ils ont au contraire scellé la victoire du capitalisme pour toute une période,

la chute du Mur et l'effondrement de l'URSS ont été vécus, et continuent très souvent de l'être, comme une défaite de la classe ouvrière, et même une défaite profonde. Dans leur grande majorité, les rédacteurs de Carré Rouge se sont accordés depuis la fondation de la revue sur le caractère «nécessaire» et donc totalement progressiste de l'effondrement du stalinisme (effondrement qui ne signifie pas l'effacement de ses séquelles très profondes), mais nous avons pris longtemps à mesurer la portée du fait qu'il ne soit pas issu d'une révolution politique ouvrière ou conduit vers elle. La lecture attentive du livre de Beaud et Pialoux permet d'en deviner les effets à Sochaux. Ce que la classe ouvrière française a eu (jusqu'à un certain point et avec des limites très importantes) de traits d'une «classe pour soi», (de «classe mobilisée» dans la terminologie Bourdieu) est né de son adhésion politique massive à tout ce que la Révolution d'Octobre a pu représenter, à l'immense espoir qu'elle a suscité (il n'y a qu'en Italie qu'elle a été équivalente). S'il en est ainsi, c'est parce qu'en France l'émergence de la classe ouvrière industrielle a été contemporaine ou postérieure à la révolution russe.

La formation d'une classe ouvrière industrielle concentrée a toujours été soumise aux rythmes propres de développement de la grande industrie capitaliste dans chaque pays. Dans le cas français, elle est tardive, étant pour une part contemporaine de la Première Guerre mondiale (liée à la préparation et au déroulement de celle-ci) et dans sa majeure partie postérieure à la Seconde Guerre impérialiste. Si l'on excepte l'influence des courants socialistes du XX^e siècle et l'expérience de la révolution de 1848 et de la Commune, la

conscience politique de la classe ouvrière française s'est faite essentiellement à partir de fondements dont le socle a été l'adhésion à la Révolution d'Octobre. Le socle ne veut pas dire le seul facteur. Dans la formation politique de la classe ouvrière, il y a eu aussi l'enrôlement dans un soutien actif à l'idéologie de la « République », facteur parfaitement contradictoire avec le premier, mais dont le PCF s'est chargé très tôt de faire la synthèse (Marcel Cachin en est le symbole personnifié).

Le soutien que la classe ouvrière a apporté au PCF jusque vers 1978 a marqué les limites de sa capacité à être « une classe pour soi », capable de prendre la tête des autres classes et couches sociales en lutte contre la société bourgeoise. C'est là l'expérience amère de la grève générale de 1968. En revanche, le soutien des ouvriers à l'URSS n'a jamais été une adhésion au « socialisme réel » : on ne la rencontre que dans les rangs de l'appareil du PCF, chez les « apparatchiks ». Après Budapest, Prague, Varsovie et Gdansk, la réalité du système a commencé à être perçue chez les militants ouvriers autant que chez ceux appartenant à d'autres couches sociales, mais l'espoir demeurait que les jeux n'étaient pas faits, qu'il pourrait encore sortir du « socialisme réel » une société socialiste véritable. En ne débouchant pas sur la révolution politique, la disparition de l'URSS devait nécessairement être vécue comme une défaite. Il ne pouvait en être autrement. Cela n'a pas été le cas simplement chez le groupe ouvrier de Sochaux. Nous en connaissons les effets dans les rangs de toutes les organisations trotskistes, où la fermeture définitive de la perspective de la révolution politique a été vécue de façon très douloureuse, provoquant notamment

chez les groupes plus petits, nés d'exclusions, des réflexes de repli politique profond fondés sur l'appréciation d'un nouveau « minuit dans le siècle ». Rien de plus naturel que ce facteur ait facilité la tâche de la direction de Peugeot dans sa volonté de détruire « le système politique propre à l'atelier ».

POURQUOI IL FALLAIT

EN FINIR AVEC

LE « SYSTÈME POLITIQUE

PROPRE À L'ATELIER »

La grève générale de mai 1968 a été particulièrement dure chez Peugeot. Avant qu'elle ne prenne fin, il a fallu une occupation militaire de la région de Sochaux-Montbéliard par la gendarmerie, qui s'est soldée par deux morts chez les ouvriers. Après la reprise pourtant, et tout au long des années 1970 et du début des années 1980, l'organisation du travail a été profondément marquée par les rapports politiques entre les ouvriers d'un côté et le patronat et sa maîtrise de l'autre façonnés par la grève générale. Sochaux a été l'une des rares usines où la victoire électorale de Mitterrand et de l'Union de la gauche en 1981 a été suivie tout de suite d'une grève dure.

« Parfois les ouvriers triomphent, mais c'est un triomphe éphémère. Le véritable résultat de leurs luttes est moins le succès immédiat que la solidarité grandissante des travailleurs (solidarité qui oppose des limites à la concurrence que la bourgeoisie crée et recrée sans cesse entre eux) ». A ces idées essentielles de Marx et d'Engels dans le Manifeste du Parti Communiste, font écho les sections du livre où les enjeux de la solidarité au niveau de l'atelier sont analysés, ainsi que le rôle que celle-ci a joué

comme bouclier, malheureusement seulement passager, contre la direction, et surtout comme frein à la concurrence entre les ouvriers. C'est particulièrement vrai lorsque Michel Pialoux, dans un des chapitres qui porte plus particulièrement sa griffe, présente ce qu'il nomme le « système politique propre à l'atelier », construit autour et après 1968. « La politisation ouvrière dans les ateliers d'OS telle qu'elle s'est constituée dans les années 1970 trouve sa spécificité dans un rapport à la politique construit sur la défense d'intérêts immédiats — le salaire, le temps de travail, les primes, la promotion — et autour d'un système de solidarités pratiques, constituées dans le temps à travers des luttes. En regardant attentivement les relations qui s'instituent dans l'atelier entre le délégué et sa base, entre le délégué et la maîtrise, on voit comment se construisent ensemble résistances individuelles et résistances collectives [...]. Au-delà d'une culture de solidarité, on pourrait parler d'un « système politique propre à l'atelier », qui a eu longtemps sa cohérence, et à l'intérieur duquel le délégué avait une place éminente. L'enjeu de ces luttes est la dignité ou, plus exactement, la manière dont on se défend contre la chute — toujours possible et présente dans les esprits — dans l'indignité. » (p.334)

On se trouve ici en présence de rapports d'un type particulier. Ils sont simultanément des rapports compatibles avec l'exploitation, puisqu'ils laissent entier le rapport fondamental entre le capital et le travail et qu'ils ne touchent pas au salariat comme obligation faite aux prolétaires de vendre leur force de travail, et contradictoires au plein développement de cette exploitation, puisqu'ils ont pour effet de dresser des barrières à son intensité, d'organiser la résistance

face à la surveillance et de ménager aux ouvriers des espaces relatifs de liberté dans l'atelier. Cette résistance peut parfaitement comporter à l'occasion, lorsque d'autres voies de revendication sont bouchées, le recours à des formes assez organisées de sabotage du travail. Ce sont ces rapports politiques que la direction de Peugeot va entreprendre de détruire dès que les conditions seront réunies pour le faire. A partir du début des années 1980 cinq éléments conjugués le lui permettent : la montée rapide du chômage ; l'introduction à partir de l'étranger (Japon, Etats-Unis) de nouvelles technologies de production et de nouvelles formes de surveillance du travail ; la prégnance du discours sur la compétitivité et la «restauration de l'entreprise» dont le Parti socialiste et une partie grandissante du PCF (l'aile Hertzog) se sont faits les porteurs ; la chute de l'URSS dont nous venons de parler ; enfin, lorsque la croissance des effectifs a pris fin, le parti que le patronat a tiré du vieillissement des travailleurs embauchés vingt ans plus tôt et de leur usure physique et morale. L'analyse des entretiens y fait souvent allusion.

Plusieurs de ces éléments se sont nourris les uns les autres et se sont renforcés de façon cumulative. Dans le contexte de la mondialisation financière et de la montée en puissance des revenus financiers rentiers, la hausse du taux d'exploitation a d'abord bénéficié au capital financier de placement. Elle a renforcé «le pouvoir de la finance» (titre d'un livre très intéressant d'André Orléan que j'ai lu quelques semaines avant celui-ci). Le fétichisme de la finance (celui qui est engendré par le cycle «raccourci» du capital, dans lequel on paraît passer miraculeusement de A à A'), n'est opérant que pour au-

tant que les porteurs de créances sur l'activité d'autrui voient la réalité se conformer au mirage de «l'auto-valorisation» des placements financiers. Il faut donc qu'il y ait une production effective de valeur et de plus-value, même si le poids des ponctions de la finance la rendent jour après jour plus difficile. C'est sur les groupes industriels que repose la tâche de faire qu'il en soit ainsi. C'est à eux qu'il revient d'assurer l'extraction de la plus-value destinée à passer pour partie entre les mains de rentiers. Peugeot est un parfait exemple d'un tel groupe, et à croire Le Figaro du 26 octobre 1999, il a bien réussi. Il rapporte que sous la présidence de Jacques Calvet, «les fonds propres du groupe (ses réserves financières non investies, placées sur les marchés financiers) ont été multipliés par dix et la capitalisation boursière par treize». Ce sont les méthodes utilisées par le groupe et l'agression contre les travailleurs qu'elles ont supposée qui sont décrites dans ce livre.

AUTOMATISATION, «CERCLES DE QUALITÉ» ET AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION

La montée du chômage et le retour de formes de concurrence entre les ouvriers fondées sur la hantise de perdre son emploi, sont des facteurs dont on mesure les effets de bout en bout dans ce livre. Ce sont ces facteurs qui ont permis à Peugeot d'entreprendre, plus facilement que cela n'aurait été le cas autrement, la dissolution des collectifs de travail dans les grands ateliers de «l'usine» ainsi que l'externalisation des approvisionnements. Tels sont les processus qui conduisent à la dispersion

des concentrations ouvrières et qui facilitent la destruction des rapports politiques créés par les ouvriers et leurs délégués dans les années 60 et 70. Deux moyens «techniques» ont été mis en œuvre. Le premier a été la construction d'ateliers nouveaux, de conception et d'architecture très différentes des précédents, à équipements automatisés et robotisés, permettant une organisation du travail totalement changée à laquelle très peu des ouvriers «anciens» pourraient s'adapter. Elle a eu pour conséquence ce que les auteurs nomment «une grave dévalorisation du travail, à la fois objectivement et subjectivement».

Travail dévalorisé objectivement, par la baisse des salaires relatifs, notamment ceux des OS, mesure la plus sûre de l'abaissement de la position du groupe ouvrier dans la hiérarchie sociale. Travail dévalorisé subjectivement pour différentes raisons, au cœur desquelles il y a une intensification très forte des rythmes, mais aussi la réapparition d'une très forte concurrence entre les ouvriers au sein même des ateliers. C'est ce que les ouvriers anciens nomment «la dégradation de l'ambiance». L'une des dimensions tient à la transformation des modes de rémunération à la suite de la mise en place de politiques d'individualisation des salaires et de nouvelles formes de primes. Les ouvriers ont relaté dans les entretiens l'ensemble des petites humiliations subies pour «grappiller quelques sous» du fait de l'introduction de «primes au mérite» ou de petites primes collectives d'un montant dérisoire (100 F), à propos desquelles des ouvriers d'une même équipe de travail peuvent pourtant s'entre-déchirer. Beaud et Pialoux relatent qu'au cours des entretiens, les ouvriers intégrés dans les nou-

velles structures et les nouveaux rapports, ont exprimé le sentiment d'être pris dans le piège d'une concurrence de plus en plus impitoyable, dont les formes seraient difficiles à percevoir de l'extérieur.

La situation des délégués syndicaux, déjà très nombreux à être atteints par la crise d'identité politique du fait des événements dont on a parlé plus haut, est devenue de plus en plus difficile. Dans des grands ateliers des années 70, les délégués étaient des «figures» de l'atelier, respectées voire admirées. Leur pouvoir alors considérable de défense des ouvriers contre la maîtrise s'accompagnait du pouvoir moral de statuer entre ouvriers (avec l'opposition entre les «copains» et les «fayots»), comme d'entretenir la sociabilité ouvrière dans les ateliers, au moment des pauses ou des «dépannages». Les témoignages font état au cours des derniers quinze ans, «d'une sorte de retournement, lié à la perception par les OS de l'aggravation de leurs conditions de travail : le délégué devient de plus en plus soupçonné de bénéficier d'"avantages" : il est celui qui peut sortir de la "chaîne", qui bénéficie d'heures de délégation, de droits supplémentaires, il est comme on dit "protégé" (contre le licenciement), etc. ». La dégradation de l'ambiance dans les ateliers et l'aggravation de la concurrence entre les ouvriers sont mesurables au moment de l'arrivée des fiches de paye. «Avant, sur le lieu de travail, lorsque la "paye" arrivait, les ouvriers du secteur se montraient leurs fiches de paye, on en discutait publiquement, le délégué donnait souvent le ton, étalait en premier sa fiche et si des ouvriers se montraient réticents, le délégué les rappelait à l'ordre à sa manière. S'il y avait des problèmes sur la fiche de l'un ou de l'autre, le

délégué allait voir le chef pour "débrouiller" la situation. Aujourd'hui, ont expliqué les délégués lors des entretiens, on ne montre plus les fiches de paye, on les cache même, pour que personne ne puisse voir les petites ou grandes commissions de chacun, notamment en matière de primes "au choix" (tout cela, rappelons-le, sur fond de stagnation des salaires ouvriers)».

L'EXTERNALISATION ET L'ORGANISATION DE LA CONCURRENCE ENTRE SOUS-TRAITANTS

Le second processus, mené en parallèle avec l'automatisation et la mise en place des «cercles de qualité», a été celui de la délocalisation et de l'externalisation des activités de production. Ce processus s'est encore accéléré depuis le milieu des années 1990. Les «fleurons» industriels de l'usine ont progressivement disparu, notamment une partie importante de l'usine de «mécanique» (bastion des ouvriers professionnels) dont la production de moteurs est transférée, en 1979, dans le Nord de la France. Le processus de désengagement industriel de l'usine s'est accéléré au début des années quatre vingt dix ; ainsi, les symboles ouvriers de la vieille usine, comme la fonderie et l'atelier de «garniture» (préparation et installation des sièges de voiture) n'ont pas été modernisés et semblent voués à disparaître rapidement. L'usine de Sochaux se réduit de plus en plus aux ateliers de carrosserie et de peinture. Elle s'est transformée progressivement en centre de montage et en donneur d'ordres aux PME satellites, entreprises sous-traitantes qui sont de plus en plus étroitement reliées à

Peugeot, et qui sont aussi de plus en plus étroitement dépendantes de ces commandes à satisfaire dans les conditions nouvelles de l'approvisionnement en composants à «flux tendus».

Ici encore, le contexte de la mise en place de l'externalisation est celui de la désindustrialisation et de la montée du chômage. Au cours des vingt dernières années, à la suite de la fermeture des usines métallurgiques et textiles, la région de Sochaux-Monbéliard est devenue une zone quasi mono-industrielle totalement dépendante de l'automobile : à côté de Peugeot-Sochaux on trouve de grosses usines comptant plusieurs milliers de salariés, directement liées à Peugeot (ECIA, Peugeot-cycles), et aussi de nombreux sous-traitants, le plus souvent récemment installés. Ces équipementiers (fabricants de pare-chocs, faisceaux électriques, planches de bord, sièges de voitures, etc.), installés à proximité, vivent au rythme de la grande usine. Les commandes de production se font au jour le jour, les camions alimentent dans des délais très courts les chaînes de montage, le moindre retard dans la production prend des proportions dramatiques, provoquant pannes et ruptures de stock. Les flux tendus et les contraintes drastiques de qualité imposent aux sous-traitants, donc aux opérateurs, des cadences de production et une intensité de travail toujours plus fortes. Ici, le ressort de la concurrence organisée par le capital entre les ouvriers n'est plus le salaire, mais l'emploi, dont la préservation est liée à la production à zéro défaut et à coût très bas. Le salaire, en effet, c'est le SMIC pour tous (ou pour toutes, car dans beaucoup de PME les ouvriers sont presque exclusivement des femmes, choisies de préférence par

mi les mères-célibataires, pour qui le maintien de leur emploi est vital). Touchant tous le même salaire, les ouvriers sont mis en concurrence au travers de celle que Peugeot organise entre les entreprises dans la région de Montbéliard, mais aussi entre celles-ci et des usines situées dans le Sud de l'Europe ou dans les pays de l'Est. Pour chaque pièce ou composant, Peugeot a plusieurs fournisseurs : dans la région, en Pologne, au Portugal et les «performances» des uns et des autres leur sont communiquées par leurs patrons grâce aux informations publiées par le donneur d'ordre unique, Peugeot.

LA MISE EN CONCURRENCE D'OUVRIERS DE GÉNÉRATIONS

On en arrive à l'un des chaînons les plus dramatiques du processus de destruction des «rapports politiques de l'atelier» et de reconstitution par le patronat d'une concurrence très forte entre les ouvriers. La réduction des effectifs stables au moyen de «plans sociaux» et «d'aides au retour» pour les travailleurs immigrés est allée de pair avec l'emploi croissant d'intérimaires de moins de 25 ans, pour boucher des trous et comme mesure préparatoire aux licenciements de «vieux» et aux embauches de jeunes grâce aux subventions généreuses de l'Etat dans le cadre des politiques «d'aide à l'industrie automobile». Cette stratégie a été un moyen de plus pour aggraver la concurrence au sein des ateliers et des équipes, concurrence entre générations qui est aussi une première expression de la rupture dans la transmission de père en fils

de l'héritage politique qui avait été celui de la classe ouvrière jusque vers la fin des années 1980.

Pour les intérimaires âgés de 23 à 25 ans, que Peugeot recrute très souvent dans le Nord ou en Bretagne, là où le chômage est particulièrement élevé, l'usine de Sochaux apparaît comme un havre de paix après une succession de stages, de contrats «jeunes» et de missions d'intérim. Ils voient leur contrat d'intérim dans une firme prestigieuse comme la fin possible de la «galère», une occasion peut-être unique de trouver un emploi stable. Les responsables de la politique du personnel (de la «gestion des ressources humaines» ...) en sont pleinement conscients et ils en tirent tout le parti possible pour achever de détruire les anciens collectifs de travail. Ils mettent donc dans la tête des jeunes que l'un de leurs rares «atouts» serait leur capacité et leur disposition à entrer dans la «modernité» des nouveaux ateliers et de devenir des «opérateurs» efficaces, disponibles, sérieux, coopératifs, etc. Dans les entretiens, les jeunes (intérimaires ou fraîchement embauchés) disent que c'est ainsi qu'ils espèrent s'approprier leur travail, le rendre vivable et acceptable. «Bref être ouvrier différemment, sans l'espèce d'atavisme "grognon", "gueulard" de leurs prédécesseurs» pour reprendre les termes de Stéphane Beaud dans son exposé de janvier. «De leur côté, les militants syndicaux disent le plus souvent des rares jeunes embauchés, en le déplorant : "ils entrent dans la logique de l'entreprise" au sens de "ils font le jeu du patron". L'essentiel pour ces jeunes, c'est de ne pas être enfermés dans une position d'OS qui apparaît marquée à leurs yeux comme trop "ouvrière", trop "dominée"». Une solution, qui ne peut être que

temporaire, est celle qui consiste à jouer avec les ambiguïtés statutaires de «l'opérateur», qui permettent aux nouveaux embauchés diplômés de ne pas se considérer entièrement ou exclusivement comme des ouvriers. Les jeunes s'empressent ainsi de reprendre à leur compte les nouvelles dénominations d'usine (opérateur, ligne, «groupe»...) et d'adhérer à la thématique de la «qualité», ce que les ouvriers de la génération précédente, sans parler des militants, refusent de faire, presque par principe, pour marquer leur distance irréductible avec la direction et l'encadrement, «le patron». Pour ces ouvriers, les intérimaires apparaissaient donc de façon immédiate et brutale comme des concurrents au travail. Ils donnent l'impression aux «vieux» OS par leurs attitudes (travail avec un walkman vissé sur la tête et en T-shirt, sans bleu, mutisme, refus parfois ostensible de communiquer avec les autres collègues de travail, etc.), de ne pas respecter les codes sociaux établis de longue date dans les ateliers, de briser ouvertement les solidarités anciennes. Pour reprendre de nouveau les termes de Stéphane Beaud dans sa présentation de janvier : «Le "jeune précaire", tel qu'il apparaît à des vieux OS militants, c'est celui qui ne peut pas être pensé comme véritablement "ouvrier" —au sens où ce mot engage fondamentalement l'idée de luttes, d'histoire commune et d'espérance politique—, ou pour le dire vite, celui qui "ne fera jamais un militant". Leur irruption dans les ateliers a fait brutalement prendre conscience aux OS "anciens" qu'une distance culturelle irréversible s'était creusée entre les générations ouvrières. Cette mise en question de l'identité ouvrière a été d'autant plus douloureuse qu'elle provenait de l'"intérieur" même de la

condition ouvrière, si l'on peut dire de la part des contemporains de leurs propres enfants, sinon de ceux-ci en personne. Les "vieux", et notamment des vieux militants, ont alors senti qu'ils ne pouvaient rien leur transmettre de leur savoir ou de leur expérience "politique" et découvert que le fil des générations ouvrières à l'usine était rompu».

LE MIRAGE DES ÉTUDES

«LONGUES» ET

LA RUPTURE INTERNE

DU «GROUPE OUVRIER»

Ce fil n'a pas été rompu seulement à l'usine, mais aussi assez largement à la maison, pas uniquement du fait du chômage, mais aussi des changements dans l'enseignement. Depuis le début des années 90, explique Stéphane Beaud, «les parents ont vu leurs enfants devenir sous leurs yeux —et bien souvent sous le même toit— des espèces d'hybrides sociaux, ni "prolos" ni "intellos", éprouvant de grandes difficultés à s'installer professionnellement et socialement». C'est là le résultat combiné du chômage et de l'impasse politique sur fond des réformes de l'enseignement menées depuis vingt ans dans le cadre de «l'alternance». La partie du livre consacrée à l'analyse des entretiens effectués avec les lycéens et étudiants, enfants d'ouvriers, comme avec leurs parents à propos des études et des choix sur le plan de l'enseignement, repose sur le postulat théorique suivant, qui est partagé par bon nombre de sociologues critiques : «ce qui se joue autour de l'Ecole —les diplômes, la certification des compétences mais aussi la question de la domination par et dans la culture, par et dans le passage par l'Ecole— est essentiel au-

jourd'hui pour comprendre les nouvelles formes de légitimation de la domination».

C'est l'absence de toute perspective d'avenir ouvrier à l'usine qui, dans les années 90, a conduit les familles ouvrières, notamment celles dont les pères étaient OS, à une conversion rapide à l'objectif de poursuite d'études longues et indéterminées pour leurs enfants. Mais les transformations de l'enseignement sous l'effet des «réformes» menées de Haby à Allègre, sans oublier Chevènement et Lionel Jospin, ont fortement contribué au piège qui s'est refermé sur ces mêmes enfants. Citons quelques sous-titres de la seconde partie du livre : la «désouvriérisation» de l'enseignement professionnel ; sentiment de relégation et dépréciation de soi ; des bac pro qui ne tiennent pas leurs promesses ; des ambassadeurs du LEP dans l'entreprise ; des élèves en porte-à-faux dans l'entreprise. Ils sont déjà très parlants.

Dans le cas des enfants d'ouvriers qui ont livré leur témoignage, le choix de l'enseignement long en lycée «normal», suivi souvent ensuite de BTS ou de licences, a eu «davantage l'allure d'une "fuite" de l'enseignement professionnel que d'une adhésion pleine et entière au modèle des études longues. La décision se fait moins dans le cadre d'une stratégie scolaire élaborée longuement à l'avance (en fonction des transformations du champ scolaire), que dans celui d'une adaptation au coup par coup, en relation étroite avec la perception qu'ont les parents de l'évolution du marché du travail local et des transformations de l'usine» (je cite ici encore le résumé par Stéphane Beaud du résultat de ses recherches lors de la conférence du 10 janvier).

Les choix forcés faits par les parents sous la pression du chômage et le mirage du «bac pour 80 % d'une génération» comme moyen de dépassement de la condition ouvrière, a eu comme résultat essentiel de placer une fraction croissante des enfants des familles ouvrières dans des situations d'incertitude et de désarroi scolaires. Pour eux, dans un nombre très important de cas, l'allongement indéterminé de la scolarité a débouché sur un rejet de l'Ecole et des apprentissages formels du savoir. «Pour ces lycéens ou étudiants, la scolarité —et par extension la culture, le livre, etc. — n'est plus une chance à saisir mais une contrainte, un pensum. Certains disent après-coup qu'ils auraient voulu travailler plus tôt et ne pas s'être engagés dans cette voie hasardeuse des études longues au cours de laquelle ils ont surtout éprouvé l'impression de ne pas être à la hauteur». Beaud va même jusqu'à dire que «sur fond d'amertume, voire d'aigreur, lié à leur échec scolaire qui ne se manifeste que progressivement, ces "malgré nous" de l'Ecole peuvent même développer une certaine forme d'anti-intellectualisme et, par extension, un refus des idées progressistes incarnées par les profs».

A cet égard, la rupture est ici particulièrement importante avec la génération des parents, qui avaient connu l'impossibilité de poursuivre leur scolarité, l'obligation de l'interrompre précocement pour aller en usine, mais qui avaient trouvé au syndicat et dans les organisations et partis politiques ouvriers les moyens de combler cette conséquence de l'injustice de classe. «Pour ces ouvriers des années 60 et 70, l'engagement dans le militantisme, avec les stages syndicaux et les élé-

ments de formation politique donnés par les partis ou groupes d'extrême-gauche, a constitué une manière de "se cultiver", de combler une partie au moins de leur "retard" (scolaire, culturel).» Avec le nouveau contexte économique et social et les nouveaux cursus, il n'en va plus de même. Il y a, au moins au regard du modèle précédent, formation de ces «hybrides sociaux» dont parle Stéphane Beaud : «promus artificiellement par le prolongement de leur cursus scolaire, les enfants des ouvriers de Sochaux-Monbéliard ont tendance à croire en passant de l'"autre côté" que l'héritage politique des pères ouvriers ne les concerne pas véritablement. Non pas qu'ils le renient —certains y voient de la grandeur— mais parce qu'ils le trouvent inadaptés à leur situation : c'est un héritage dont ils ne veulent pas parce qu'il leur semble d'un autre âge et qu'il est trop éloigné de leurs propres conditions». Le livre contient l'ensemble du matériel issu des entretiens qui conduisent à ces conclusions. Il contient aussi le récit du déroulement à Montbéliard des manifestations lycéennes de 1994 contre les CIP, dont le trait saillant a été le refus des lycéens de manifester à la même heure que les ouvriers de Peugeot, encore moins de joindre leur cortège à celui des syndicats. Cela n'a pas été le cas dans d'autres villes où des cortèges communs se sont formés avec les mêmes mots d'ordre.

COMMENT ŒUVRER À LA «RECOMPOSITION POLITIQUE DU GROUPE OUVRIER» ?

Telle est la question qui est posée par les auteurs eux-mêmes en

conclusion de leur livre. La destruction du «système politique de l'atelier» et la réorganisation complète de la production par déconcentration et externalisation peuvent laisser croire, pendant quelque temps, à la disparition des manifestations les plus voyantes de l'antagonisme entre le capital et les salariés dans l'usine. Ces mesures ne pourront jamais surmonter cet antagonisme fondamental, constitutif du système capitaliste. Ce ne sont pas la transformation des dénominations d'usine (opérateur, ligne, «groupe»...) ou la mise en place des «cercles de qualité» qui peuvent le faire disparaître, ni même le masquer très longtemps, pas plus que ne le peuvent l'intéressement ou l'épargne salariale. Mais les coups portés contre ce système ont mis fin en France, tout comme ils l'avaient fait en Angleterre, dix ans plus tôt, à une certaine configuration des rapports politiques entre les classes : celle qui a permis d'arracher des conventions collectives de branche au patronat et qui a permis, dans le cadre de chaque usine, pendant un certain temps, d'emporter des victoires pour des revendications portant sur les conditions et le rythme du travail. Au niveau de l'atelier, le patronat a très largement repris l'initiative et l'offensive. Son initiative est totale dans les PME sous-traitantes, de sorte que l'exploitation s'y est accrue de façon qualitative. Parallèlement, dans l'automobile comme dans beaucoup d'autres industries, les changements dans les rapports entre capital et travail ont élevé le niveau des enjeux des conflits et donc les risques encourus par les grévistes lors de grèves. Dans l'état actuel des rapports politiques, ces processus ne vont pas rester circonscrits au secteur privé. Ils ont déjà commencé, d'année en année, à

s'étendre vers les entreprises publiques.

L'histoire a montré que chaque grande mutation dans les formes précises de l'exploitation capitaliste (car quand on parle de formes d'organisation industrielle, c'est de cela qu'il s'agit), a été suivie de périodes où les salariés ont subi transitoirement la perte des moyens de se défendre au jour le jour dans l'entreprise, avant de parvenir peu à peu à reconstruire ces moyens. La vitesse à laquelle cela se fait ne dépend pas seulement de luttes au sein des entreprises, mais d'éléments de perspective et de programme contre le système capitaliste, pour le briser et le remplacer. Pialoux et Beaud en ont conscience, lorsque dans leur conclusion ils posent la question «Quel est l'avenir d'une culture ouvrière privée de sa dimension politique ?». Et de citer la dernière phrase d'un autre livre, écrit précisément par un ouvrier, George Navel : «il y a une tristesse ouvrière dont on ne guérit que par la participation politique.» Et les auteurs d'ajouter que «ces questions débordent le seul cadre du monde ouvrier, elles interrogent le mode de recomposition de la société française dans son ensemble, tant le monde ouvrier, par sa combativité passée et par les acquis sociaux qu'il a pu arracher aux classes dominantes, a joué un rôle décisif dans la constitution et la consolidation d'une société salariale étendue à la majorité de la population active.» (pp. 424-425)

Pour mesurer ce qui est en jeu dans ce travail d'élaboration collective et de discussion pour dégager les nouveaux éléments de perspective et de programme contre le système capitaliste et pour un socialisme authentique, mesurons d'où nous partons. Depuis les années 1930, le PCF est

parvenu très largement à enfermer la classe ouvrière dans un double piège politique, où d'un côté elle a servi de pion pour la politique étrangère de la bureaucratie stalinienne, tandis que de l'autre elle a été soumise à une politique d'alliance avec les partis «républicains» dans un cadre respectueux des intérêts de la bourgeoisie française. Pendant plus d'un demi siècle le PCF a œuvré (avec succès) pour enfermer la classe ouvrière dans un rôle où tout ce qu'il lui était toléré était d'exercer une pression «forte» sur la bourgeoisie. A condition cependant, comme en 1936 et en 1946, de «savoir terminer» des grèves dont l'enjeu profond, et plusieurs fois tout à fait perceptible, était la forme même d'organisation de la société.

L'héritage est très lourd et le livre sur les ouvriers de Sochaux permet de bien saisir ce fait, par exemple sur la question du racisme. Le fait de verrouiller les combats de classe et de se faire le support du «républicanisme» a engendré chez beaucoup d'ouvriers qui ont milité au PCF ou voté pour lui, une incompréhension, ou une compréhension pour le moins très incomplète, de ce qu'a été le colonialisme. C'est cela qui nourrit aujourd'hui leur refus, ou tout au moins leur très grande réticence, à faire de la CGT une force active dans l'intégration politique des ouvriers d'origine maghrébine. Pour beaucoup de militants de ma génération, la prise de conscience de cette dimension de la politique du PCF a commencé à l'occasion de son abstention lors du vote des crédits de guerre pour l'Algérie en 1956 et de son refus de soutenir la révolte des rappelés, pourtant très souvent membres du PCF et des JC. J'ai donc été très sensible à l'avant-dernier chapitre du livre consacré aux

façons dont le racisme se manifeste et à ses conséquences. Le récit que Michel Pialoux fait de certains des entretiens avec des militants de la CGT ou d'incidents sur ce point avec des membres du PCF au cours de ses séjours dans la région de Sochaux-Montbéliard, éclaire la genèse et les formes du racisme qu'on peut rencontrer chez les ouvriers d'une usine comme Peugeot. Dans un passage à la fin du livre, qui s'adresse directement à la CGT, Beaud et Pialoux écrivent à cet égard que «la question de la politisation des jeunes immigrés nous paraît centrale. A force de regarder les immigrés comme une entité à part, on a fini par oublier que dans les régions ouvrières où les entreprises ont eu massivement recours aux travailleurs étrangers, la question de la classe ouvrière est pour des raisons morphologiques étroitement liée à celle du devenir des enfants d'ouvriers.» (page 426). A la lumière de ce qu'ils ont appris à Sochaux-Montbéliard, la réduction du fossé politique entre les générations leur paraît fondamentale. Toujours dans les conclusions, les auteurs écrivent ainsi que «l'une des tâches principales d'un mouvement ouvrier qui voudrait rester fidèle à son histoire tout en en faisant rebondir le cours, serait de renouer les fils entre les générations, de resserrer les relations dans les univers sociaux proches du monde ouvrier (employés, techniciens, professions de la culture), de tirer les enseignements des autres formes de lutte qui se développent loin des ateliers.» Lors du débat de janvier dernier dont j'ai parlé au début, les militants présents ont exprimé leur accord pour dire que c'était là le défi, mais que dans l'état actuel du positionnement politique de la CGT et du PCF, cet appel devait s'adresser aussi, sinon

d'abord, à d'autres forces politiques et syndicales. Ils ont également dit aux auteurs qu'ayant écrit ce livre avec un tel degré de prise de partie pour le «groupe ouvrier», ils avaient contracté une forme d'engagement à l'égard des salariés qui liraient leur livre et viendraient les rencontrer. Les auteurs ne soulignent-ils pas eux-mêmes que la recomposition d'une perspective politique pour les salariés est une question qui ne concerne pas seulement le «groupe ouvrier» ? C'est un défi qui interpelle «la société française dans son ensemble» (disons plutôt toute la partie de cette société qui est totalement soumise au régime du salariat) tant elle «est redevable à la combativité passée de la classe ouvrière et aux acquis sociaux que celle-ci a pu arracher aux classes dominantes.»

Si tel est le cas, ne faut-il pas trouver les moyens de surmonter la division sociale actuelle entre les «intellectuels» et la grande masse des salariés ?

Ne faut-il pas créer des lieux et des formes de réflexion communs pour s'attaquer à une liste de questions qui porteraient sur les moyens d'asseoir ces acquis et ceux qu'il faut encore conquérir, sur des fondements institutionnels qui cesseraient de les faire dépendre des besoins et des vicissitudes du capital ?